

NOTES POUR UN PROGRAMME DE TRANSITION

Mise à Jour, n° 2, 3^e trimestre 1977

Il y a maintenant près de 40 ans, était adopté, au cours de la conférence de fondation de la IV^e Internationale, un document universellement connu sous la dénomination de Programme de transition. De ce texte qui synthétisait, dans son contenu et dans sa méthode, l'expérience de la lutte internationale des classes qui va de la trahison de la 2^e Internationale, se ralliant avec armes et bagages à l'Union sacrée avec la bourgeoisie, à la transformation définitive de la 3^e Internationale en son contraire (d'instrument révolutionnaire du prolétariat international en instrument contre-révolutionnaire de la bureaucratie « soviétique » contre le prolétariat mondial - rôle parfaitement joué au cours de la révolution espagnole) il reste beaucoup de choses.

Et avant tout, une méthode ; celle qui refuse les séparations formelles dans leur forme et réformistes dans leur fond, entre revendications « économiques » et « politiques », « quantitatives » et « qualitatives », entre programme « minimum » et « maximum », Séparations qui reflorissent aujourd'hui autant dans « l'ancienne » que dans la « nouvelle » gauche. C'est au nom par exemple de l'idée d'une « nouvelle diffusion du pouvoir » qu'un Rocard, du haut de la tribune du récent congrès du PS, part en guerre contre les revendications immédiates des travailleurs, au moment même où le PS précisant sa politique de collaboration de classes, chante dans son nouvel hymne « le socialisme ici et maintenant », C'est aussi, dans un autre domaine, au nom du « tout, tout de suite » et de l'ode à « l'utopie concrète » que certains courants du gauchisme post-68 évacuent la notion même de stratégie. Ces différents courants idéologiques théorisant, qui le « désir », qui l'apologie du non-savoir ou du non-pouvoir, qui l'écologie comme étant à notre fin de siècle ce que l'économie politique (et sa critique marxiste) était au XIX^e, ont en commun que « ni les uns ni les autres n'arrivent à changer la vie mais seulement à changer les représentations de la vie » car « n'allant pas jusqu'à une conception claire de l'État et à une stratégie de combat » (H. Lefebvre).

Or, précisément la méthode transitoire a ce but : partir des besoins (immédiats, globaux, radicaux) des masses tels qu'ils s'expriment dans les luttes réelles, proposer des objectifs

impliquant à la fois une dynamique de mobilisation, de radicalisation et d'organi-

sation, tout entière dirigée contre ce qui « structure » la société d'exploitation : l'État, fonder par là-même les conditions (politiques, économiques, sociales, culturelles, etc.) d'une autre transition, celle du capitalisme au socialisme.

Cette méthode s'applique aujourd'hui à une expérience sociale autrement plus riche et plus complexe qu'en 1938. La dynamique révolutionnaire ne se développe plus quasi exclusivement à partir de la lutte pour un autre niveau de vie, mais se combine étroitement surtout en cette période de crise, aux luttes pour un autre genre de vie. La revendication, par exemple, des 35 heures ou de l'échelle mobile des heures de travail, n'a pas pour seule validité d'être une des solutions ouvrières, face au chômage, elle pose simultanément les questions du contrôle ouvrier sur le travail et son organisation, de la démocratie ouvrière (pour organiser ce contrôle), du temps libre et de son utilisation (donc du travail et de sa finalité), etc.

C'est pourquoi l'élaboration du programme de transition de notre époque, question clé selon nous, qui ne réduisons pas la « crise historique de l'humanité » à la « crise de la direction révolutionnaire » (à moins d'entendre la crise de direction comme celle du programme révolutionnaire), réclame un effort théorique et pratique, éloigné de toute théorisation hâtive et de toute précipitation à « conclure », nécessite un débat qui sera long, aussi long, puisqu'il en est le contenu, que le processus de restructuration du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Dans le numéro 1 de *Mise à jour*, nous avons publié un « Programme d'action » qui abordait les questions programmatiques du point de vue de la conjoncture politique actuelle.

Nous commençons, avec cette seconde livraison de *Mise à jour* la publication de « Notes pour un programme de transition » dont l'objet est plus ambitieux. Certaines sont le fruit d'une élaboration collective et ont été présentées au cours de la première assemblée nationale de la tendance « B » du PSU. Elles ne sont pas signées. D'autres sont des contributions individuelles. Notre souci est qu'elles suscitent commentaires, polémiques, contradictions, enrichissements, car notre but est qu'elle participe des fondations de l'organisation communiste pour l'autogestion que nous voulons construire.

UN PROGRAMME DE TRANSITION POUR NOTRE ÉPOQUE

1. La nécessité d'un programme de

transition provient des limites du mouvement spontané des masses : -éclatement et fractionnement des luttes et de la conscience dont elles sont porteuses ; -limitation dans le temps, incapacité d'action permanente, flux et reflux selon les conditions ;

-contradiction entre conscience immédiate du but partiel et conscience globale du but final, méconnaissance en général de l'adéquation nécessaire entre but et moyen.

Le rôle d'un programme révolutionnaire est donc de partir de la lutte spontanée des masses, et de leur niveau de conscience générale dans certaines conditions concrètes, pour démontrer le lien entre cette lutte partielle et les objectifs historiques des travailleurs. Le programme « de transition » doit assurer le pont, la transition « entre les luttes spontanées et le projet révolutionnaire global. Il n'y a en effet nulle autre possibilité de mener à bien les tâches de la révolution socialiste. La révolution sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population. Or ces masses ne sont pas convaincues par les idées de la nécessité de la révolution socialiste (sinon le capitalisme serait déjà tombé). Si le programme se contente de mettre en avant les caractéristiques du socialisme, sans faire le lien avec la situation concrète des masses dans le capitalisme d'aujourd'hui, il n'y a que trois hypothèses : ou bien on espère convaincre les masses » par la seule propagande des idées générales, ou bien on « parle du socialisme le dimanche » pour aménager la société présente pendant la semaine, ou bien encore on estime que la révolution pourra être accomplie par une minorité consciente et décidée sans participation réelle des masses, sinon comme force supplétive et inconsciente.

Nous pensons que les trois approches sont fausses et dangereuses. Le réformisme, comme certaines formes de gauchisme, peuvent se fonder sur l'une ou l'autre de ces méthodes. On défend ainsi d'un côté les « revendications immédiates » et de l'autre on bavarde sur l'autogestion, le socialisme, etc.

En fait, la démonstration de la nécessité du socialisme autogestionnaire ne peut se réaliser par la seule propagande. C'est l'expérience collective qui permet de réaliser ce lien et d'éclairer le but final dans chaque mouvement sectoriel ou partiel.

Le programme doit donc partir de la conscience spontanée des masses pour poser concrètement les problèmes géné-

raux du socialisme.

2. L'objectif du programme est donc de permettre le surgissement d'une conscience globale de la crise de la société dans son ensemble (ce qui ne peut vraiment se réaliser au niveau de l'ensemble du mouvement des masses qu'au moment de la crise révolutionnaire). En ce sens, il s'appuie sur les expériences les plus avancées de la lutte de masse

Le développement inégal du capitalisme d'un secteur à l'autre, d'une région à l'autre, les différenciations sociales dans la classe ouvrière, les différences de tradition politique et d'autres facteurs encore, créent une disparité relative des luttes. Les luttes les plus avancées peuvent tout d'abord y apparaître comme isolées, minoritaires. Il n'en est rien car elles sont porteuses d'avenir et contiennent en germe leur généralisation. Le programme doit précisément aider à cette généralisation. C'est ainsi que Lip, les premiers comités de soldats ou les premiers syndicats de soldats peuvent, de luttes «d'avant-garde» devenir des actions reprises par tout le mouvement ouvrier.

Le programme s'appuie sur l'extension des luttes les plus avancées et les plus radicales.

Mais la réalisation de ces luttes et même leur généralisation ne les mettent pas à l'écart des reflux inévitables qui suivent. Pour réduire la portée de ces reculs sur la conscience du mouvement des masses, il faut une organisation. La «conscience» peut exister sans organisation, mais alors pour un très court moment. Si elle ne se transforme pas à ce moment en structure elle se déforme, se désagrège puis meurt. L'exemple du mouvement étudiant et lycéen éclaire bien les reflux de la conscience auxquels amène l'absence (ou la disparition) de structures adéquates à son existence et son développement.

Le programme de transition doit permettre la stabilisation de la lutte et de la conscience en une structure (syndicats, comités de grève, comités ad hoc, conseils...).

4. Pour assurer ces fonctions, le programme ne peut être découpé en tranches. Au contraire, même s'il s'exprime d'une manière concrète plus détaillée pour chaque secteur de lutte, il constitue un tout dont l'axe autour duquel doivent s'articuler toutes les revendications est la perspective centrale du socialisme.

Mais l'expérience désastreuse du «socialisme bureaucratique», et tout particulièrement du stalinisme en URSS, doit

obliger à préciser cet objectif. Nul doute en effet que les travailleurs européens, bénéficiant d'un niveau de culture élevé et d'une longue tradition politique dans un continent où les problèmes de l'«accumulation primitive» ont été résolus, ne se mobiliseront pour le succès d'un régime socialiste s'ils ne sont pas intimement convaincus de son caractère démocratique.

Aussi l'axe du programme de transition, à notre époque, est l'autogestion socialiste comme perspective historique.

5. Mais la dialectique transitoire elle-même impose une révision non de la méthode, mais des conclusions précises de la conception «bolchevique» du programme. La transition ne peut être réduite au mécanisme «de la soupe à la révolution», Si tant est - ce qui apparaît comme une explication nettement suffisante - que les révolutions du siècle passé ou de la première moitié du XXe siècle, se soient réalisées «pour le pain», toutes les conditions présentes rendent en tout cas la dynamique transitoire infiniment plus riche et plus complexe.

La garantie d'un certain niveau de vie matérielle, l'éclatement de la crise «idéologique», l'élévation générale du niveau culturel introduisent un contenu nouveau aux revendications des masses. En particulier, les «luttes autogestionnaires» constituent les expériences les plus avancées de ce mouvement général. La réalisation d'«avortement libres et gratuits», les «contre-cours», les «10% sauvages» dans les lycées, la grève autogestionnaire de Lip, vont dans le même sens: la volonté de prendre en main son propre sort, de contrôler son champ social d'activité et de vie.

L'axe du programme est donc l'autogestion non seulement comme contenu du socialisme, mais aussi comme mot d'ordre d'action pour l'immédiat.

6. Un des facteurs essentiels de ce caractère nouveau de la lutte pour le socialisme est l'éclatement de la crise des institutions, expression matérielle de la crise des valeurs idéologiques. La situation de ceux qui sont quotidiennement confrontés à cette crise les amène à une conscience partielle de celle-ci et de ses fondements. Ainsi les jeunes scolarisés peuvent, de par leur place, combattre et donc saisir, dans tous les sens du terme les contradictions enseignants/enseignés, qui renvoient aux relations autoritaires, aux problèmes de la connaissance, de sa fonction et de sa transmission, etc. Ils ont donc pris sur une partie des rapports sociaux qui modèlent notre société.

Mais leur exclusion des lieux de la production directe ne leur permet pas de saisir de la même manière les fondements de la crise idéologique : les rapports de propriété. Il ne peut y avoir au mieux qu'une perception idéologique générale, qui ne peut être le fait que d'une partie du mouvement de masse. En même temps naissent naturellement et spontanément des visions idéologiques qui sont marquées par ces limites sociales : l'illusion d'un bouleversement radical d'une institution sans changements simultanés dans la société, la lutte ramenée au combat « contre les enseignants » dans l'école, ou le mouvement réduit à sa seule expression « anti-mecs » chez les femmes...

Par ailleurs dans les entreprises, la composition sociale du mouvement ouvrier, les organisations politiques qui y sont majoritaires, la situation sociale et culturelle de la classe ouvrière, l'empêchent de saisir la totalité des nouvelles contradictions sociales dans leur richesse. Il y a donc désarticulation.

Pourtant, il est évident que sans le concours actif des travailleurs qui se situent au centre des rapports de production, il n'y aura pas de révolution. Mais en même temps, sans l'apport de la participation active des mouvements transportant une « révolution culturelle », il n'y aura pas non plus de révolution. Le dépassement de cette disparité ne pourra s'opérer qu'au plus haut niveau, et non pas sur le « plus petit dénominateur commun » (plus de démocratie par exemple). C'est au contraire dans l'affirmation généralisée à prendre leurs affaires en main que peuvent s'unifier le mouvement ouvrier d'une part, le mouvement des jeunes, des femmes, des immigrés... d'autre part.

C'est le projet autogestionnaire qui permettra cette unification entre les luttes provenant de la « crise idéologique » et celles partant de la crise des rapports de propriété.

7. La dialectique transitoire est également enrichie du fait de la désarticulation que la crise du capitalisme entraîne dans les différentes parties de la société. La grande production sociale, mais aussi l'anarchie capitaliste, l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les contradictions du développement inégal de la société ont suscité ce dénombrement.

Ce phénomène, rajouté à l'élévation culturelle et à l'enrichissement de la tradition révolutionnaire permet de fonder l'autogestion comme projet social et non pas cantonné au seul terrain de l'entreprise. C'est ainsi qu'il est aujourd'hui possible

de « prendre des pouvoirs » d'une manière sans doute limitée dans l'espace, le temps mais aussi le contenu même de la lutte.

C'est ainsi, et en fait seulement ainsi, que peuvent être réellement posés les problèmes de l'auto-organisation. Celle-ci n'est qu'une forme dont le contenu est la lutte autogestionnaire. Réduire l'autogestion à un problème de « structure », de « démocratie ouvrière », c'est véritablement empêcher que l'auto-organisation des masses s'exerce pleinement. Les conseils et assemblées de travailleurs sans pouvoir autogestionnaire sont des formes vides, qui ne peuvent se transformer qu'en caricature de la démocratie socialiste. L'expérience de l'URSS nous le démontre amplement. Bien entendu, si la prise « des pouvoirs » reste parcellaire, elle se déforme et se meurt rapidement. C'est précisément l'œuvre du programme révolutionnaire que de permettre la généralisation de la prise « des pouvoirs ». C'est à son tour cette généralisation qui permet concrètement de poser aux larges masses (et non pas à une minorité) le problème du verrou : l'Etat.

C'est l'extension de la lutte pour « les pouvoirs » qui permet de poser le problème du pouvoir.

L'intervention directe de l'Etat qui est en constante expansion, aide à ce mouvement. La quasi-totalité des institutions sont sous direction de l'Etat, ainsi que des secteurs importants de la production. Cela crée un facteur d'unification et de politisation des luttes éclatées. Dans une certaine mesure, cela amène les luttes à se confronter non seulement au rapport capital/salaire, mais aussi aux relations autoritaires, hiérarchiques, telle qu'elles sont médiatisées par l'Etat. Le programme doit éclairer cette conception nouvelle de la révolution socialiste. Pour ne prendre qu'un exemple, peut-on raisonnablement espérer une mobilisation enthousiaste des travailleurs pour la nationalisation si celle-ci n'est pas accompagnée de mesures de contrôle ouvrier, et même de gestion ouvrière ?

Dans le même mouvement, le programme doit démontrer que si les crises peuvent apparaître parcellisées, leur résolution ne peut en définitive dépendre que d'une solution d'ensemble : la prise du pouvoir par les travailleurs et l'établissement d'un socialisme d'autogestion.

C'est la lutte de chacun pour prendre ses propres affaires en main qui amènera tous à prendre toutes les affaires en main. Le programme relie lutte(s) autogestionnaire(s) et lutte pour le pouvoir.

8. Un tel programme n'est pas une

«plate-forme» dont les millions de travailleurs qui feront la révolution devraient être pleinement conscients. Leurs conditions mêmes de vie les en empêchent. Il ne suffit donc pas d'en faire une propagande générale, en espérant convaincre. En définitive, le programme est un instrument dont doit s'armer la partie avancée, la plus consciente, du mouvement général des travail leurs. Pour l'essentiel elle est regroupée dans une organisation politique. C'est cette partie du mouvement ouvrier qui doit à chaque occasion, dans chaque cas précis, proposer les modalités de réalisation concrète du programme. Il n'y a pas de hiérarchie parfaite des revendications, de recette à utiliser dans chaque cas, les conditions concrètes influent à chaque fois. Les conditions concrètes du moment dans le lieu donné (une entre prise, un lycée...) mais aussi en général. Aussi une organisation collective politique est nécessaire pour permettre aux militants révolutionnaires non d'«appliquer le programme», mais d'œuvrer à sa réalisation d'une manière consciente par le mouvement de masse. Par exemple, la première grève autogestionnaire de Lip permettait d'avancer le mot d'ordre «nationalisation sous gestion ouvrière», insistant sur le maintien total des acquis, mais misant surtout sur la généralisation de Lip, dans un contexte où l'impact de lutte était considérable. La seconde grève de Lip, qui se déroule dans des conditions générales et locales différentes, ne permet sans doute plus d'avancer cette revendication, mais celle plus limitée de «nationalisations sous contrôle ouvrier».

Sans programme (ou élément de programme), il n'y a pas d'organisation politique (autre qu'une secte), sans organisation politique, il n'y a pas de programme de transition.

LA CRISE GENERALISEE DU CAPITALISME

1. Une période révolutionnaire

Le capitalisme est entré depuis plusieurs années dans une crise sans précédent dans son histoire. Les contradictions qui secouent l'ensemble de la société et chacune des institutions où elle s'organise appellent une issue révolutionnaire. Ces contradictions poussent à la radicalisation du prolétariat et de l'en semble des couches travailleuses.

La lutte des travailleurs peut évidemment connaître des fluctuations, mais les pays capitalistes et notamment l'Europe sont menacés par cette vague révolutionnaire. Pendant toute une période la victoi-

re de la révolution socialiste est possible dans une partie au moins du monde capitaliste. Mais si la classe ouvrière et les travailleurs ne parviennent pas à instaurer leur pouvoir, le grand capital peut trouver les appuis sociaux lui permettant une répression généralisée, moléculaire. Cette issue n'est pas la plus vraisemblable. Elle n'est pas impossible. Elle prolongerait encore un système historiquement condamné.

2. Les conditions historiques de la crise généralisée

Cette crise généralisée du capitalisme est l'expression - dans les conditions concrètes - de l'approfondissement et du développement de la contradiction fondamentale du capitalisme entre le développement des forces productives et la propriété privée des moyens de production. Les conditions historiques concrètes sont celles du développement de la révolution. Elle a donné d'abord naissance à des sociétés intermédiaires entre le capitalisme et le socialisme : «Etats bureaucratiques» en Russie, en Europe de l'Est, en Chine ou «capitalisme d'Etat» dans nombre de pays libérés de l'exploitation coloniale. Ces nouveaux Etats, établissant un équilibre de la terreur avec les pays impérialistes grâce à l'armement atomique, interdisent l'établissement ou le rétablissement de l'exploitation coloniale, empêchent toute nouvelle expansion territoriale, et même une redistribution des marchés par une guerre inter-impérialiste, sans cependant pouvoir totalement interdire la possibilité d'une guerre mondiale tournant à l'holocauste nucléaire.

3. La transformation des forces productives

Le capitalisme tend à révolutionner constamment l'appareil de production, à constamment développer les forces productives, c'est-à-dire la main d'œuvre, la technologie, l'organisation de la production et de la société, et finalement la connaissance sociale.

Depuis la seconde guerre mondiale, le capitalisme a, par tous les moyens, développé ses capacités de production. Des milliers de paysans ont été intégrés à la production et aux services, dans leur pays ou dans des pays voisins, notamment en France, au Japon, en Italie, en Espagne, en Afrique du Nord et, dans une moindre mesure, dans les autres pays capitalistes européens. Mais cette immense migration ne peut plus que difficilement se poursuivre. Les réserves de main-d'œuvre préparée à une société industrielle diminuent. Il devient plus intéressant pour les capitalis-

tes d'implanter les usines de transformation dans des pays recelant des matières premières ou des main d'œuvre à bon marché. Une nouvelle phase d'exportation de capitaux vers les pays sous-développés est commencée, donnant sa pleine réalité au néo-colonialisme. La technologie tend à faire régresser l'usage du travail simple. L'automatisation de la production en a réduit lentement mais constamment le rôle. Elle tend vers une véritable automatisation, grâce au contrôle automatique d'usinages de plus en plus complexes.

La concurrence entre les groupes capitalistes a poussé à la concentration technique et financière, mais en même temps à l'internationalisation de la production, des échanges et du capital. Le capitalisme en s'imposant comme système dominant avait établi un marché mondial; il est en train de franchir une nouvelle étape en construisant un appareil technique de production et de commercialisation unique pour l'ensemble des pays capitalistes.

Dans le processus technique se différencient des agents dont l'intervention devient une condition nécessaire à la production de marchandises ou à la réalisation de leur valeur. Ainsi apparaît un véritable « producteur collectif », marquant un nouveau degré de la socialisation de la production.

Le travail directement exercé dans la production concrète de la marchandise voit son importance se réduire au profit d'un travail complexe n'intervenant plus immédiatement sur la matière. Les métiers sont successivement déqualifiés pendant que se développe une couche du prolétariat ayant un nouveau type de qualification lié au niveau de connaissance générale. Aux divers stades de la production, la connaissance est devenue une force productive directe.

4. La crise de la valeur.

Le savoir ne peut plus être l'apanage de la bourgeoisie. La production réclame que la majorité des travailleurs ait un niveau de connaissance déjà élevé. Pour être effectivement accessible à l'ensemble des enfants et à la majorité des jeunes, cet enseignement doit être un service public. La production de la force de travail complexe devient donc une part importante de l'activité sociale, sans que la valeur de cette force de travail puisse s'établir facilement au travers des mécanismes de marché.

De façon plus générale, une part croissante de l'activité sociale est consacrée, dans la société capitaliste, à la gestion de l'Etat et de la société elle-même. Les

interventions financières de l'Etat deviennent indispensables pour la recherche fondamentale et appliquée, la création d'infrastructures (autoroutes, aéroports, ports et canaux, zones industrielles), la rénovation de l'appareil de production des firmes dominantes (sidérurgie, automobile, nucléaire), la prise en charge de branches entières n'assurant plus le taux de profit moyen (charbonnage, trains, etc.).

Il devient ainsi de plus en plus difficile aux mécanismes du marché d'établir le temps de travail socialement nécessaire à la production de chaque marchandise et donc sa valeur. Le rôle régulateur de la valeur dans la distribution des capitaux n'est plus assuré; il est difficilement compensé par les interventions de l'Etat et souvent contrecarré par les sociétés multinationales grâce à leur position de monopole.

La réalisation de la valeur tend à ne plus pouvoir s'accomplir qu'au travers d'une crise permanente.

5. La crise économique

La crise économique n'apparaît plus aujourd'hui comme l'expression essentielle de la crise du capitalisme, mais comme partie de celle-ci au moins autant conséquence que cause. Il en est ainsi de la crise structurelle qui a frappé le capitalisme. Elle s'exprime par la baisse du taux de profit. Elle réclamerait, pour être surmontée, que le capitalisme porte à un autre niveau la concentration technique, financière et politique. Ce redéploiement du système exigerait une régression sans précédent de la classe ouvrière et des travailleurs pour leur imposer une réduction considérable de leur niveau de vie, donc du prix de la force de travail. L'impossibilité de cette répression approfondie face aux forces sociales anti-capitalistes mises en mouvement car la crise généralisée, rend la poursuite de la crise structurelle inéluctable, pour une période au moins.

La réapparition d'une crise cyclique de surproduction après trente ans de croissance marquée seulement de récessions limitées ne peut s'expliquer sans tenir compte de la crise structurelle.

Expression des contradictions fondamentales du capitalisme, la crise économique à ces divers niveaux donne une dimension nouvelle à la crise généralisée du capitalisme. Elle porte atteinte à l'emploi, au niveau de vie des travailleurs, mais plus encore aux illusions selon lesquelles le capitalisme avait appris à dominer ces crises et permettait une société d'abondance. La crise économique devient un

puissant facteur révolutionnaire, non pas exactement parce qu'elle crée immédiatement le chômage, mais parce qu'elle révèle que le capitalisme est toujours synonyme d'anarchie et de misère.

6. De nouvelles contradictions

Les contradictions entre les forces productives et les rapports de production se sont développées dans chacune des relations sociales du système. Les institutions où ces derniers s'exercent sont atteintes successivement par la crise : l'Etat, l'entreprise, l'armée, la justice, l'école, la famille, la ville etc. La contestation naît de la disparition des justifications matérielles et idéologiques des relations sociales propres au capitalisme. L'Etat, sans l'apparence de démocratie qu'était la démocratie bourgeoise, n'est plus que répression. Les développements technologiques rendent la hiérarchie des travaux insupportable. La diffusion de la connaissance, même chargée d'idéologie, met en cause la hiérarchie du savoir. L'armée sans défense « nationale » apparaît dirigée contre « l'ennemi de l'intérieur ».

Cette crise des institutions bourgeoises a un caractère cumulatif et global. La contestation au sein d'une institution met en question les relations sociales s'exerçant dans chacune des autres institutions.

Partant, c'est l'ensemble de l'idéologie bourgeoise, de l'idéologie de la marchandise qui devient peu à peu suspecte aux travailleurs.

La crise de l'idéologie bourgeoise se transforme en révolte culturelle. Cette révolte atteint chacun des pays capitalistes et devient un des niveaux essentiels de la maturation révolutionnaire. C'est l'ensemble des rapports sociaux du système capitaliste auquel s'attaquent les luttes de masse. C'est l'ensemble des rapports sociaux que va construire la révolution socialiste, la révolution de l'autogestion.

LES FORCES SOCIALES DE LA REVOLUTION

1. Les « classiques » du marxisme rappellent régulièrement que la société capitaliste est divisée en deux classes fondamentales, et qu'il y a bipolarisation croissante de la société.

Si cette remarque est toujours fondée, il faut y ajouter que les structures sociales du capitalisme se sont beaucoup modifiées et que cette bipolarisation s'est accompagnée d'une mutation interne à chacune de ces classes.

2. La bourgeoisie est toujours une classe fondamentale de la société. Non par son rôle révolutionnaire, tel qu'il a existé les

deux siècles précédents, mais par sa détention des moyens de production et sa domination générale sur la société, à travers l'Etat notamment.

La concentration de la production en grandes entreprises industrielles a amené un resserrement considérable de la classe des propriétaires des moyens de production. Même en lui conférant comme alliés de hauts cercles technocratiques et les sommets de l'appareil d'Etat, on peut considérer que la bourgeoisie est réduite à une infime minorité de la population, dans les mains de laquelle sont concentrés des pouvoirs beaucoup plus importants que par le passé.

3. Le prolétariat est la classe qui se situe au cœur des rapports de production. C'est sa place dans la production qui lui donne un rôle central dans le processus révolutionnaire. C'est en effet dans la production matérielle que se trouve la base de la société, son socle et donc la base de la solution à sa crise globale. Dans sa lutte, en agissant sur les rapports de propriété, le prolétariat démontre quotidiennement le caractère fondamental de ceux-ci.

Les analyses de ceux qui encensaient les « minorités révoltées », en théorisant l'« intégration » de la classe ouvrière au système capitaliste, se sont avérées fausses. Mais la compréhension du rôle social du prolétariat ne suffit pas, loin de là, à une conscience claire de la situation actuelle de nos sociétés et de leur dynamique.

4. Le prolétariat ne peut en effet se réduire à la classe ouvrière industrielle classique. L'appartenance au prolétariat ne se définit pas par la production directe de marchandises. Marx relevait déjà l'appartenance des travailleurs des transports au prolétariat : pour exister comme « marchandise », un produit doit arriver sur le marché. Il y a participation des cheminots à la production générale des marchandises. En fait, le prolétaire est celui qui ne bénéficie que de la vente de sa force de travail (dans les deux sens du terme : il n'a que sa force de travail à vendre, mais également, il ne reçoit pas un « sur-salaire » provenant de l'extraction de la plus-value, comme par exemple un haut technocrate). Le prolétariat représente 70 % de la population active aujourd'hui, et participe à la production générale des marchandises.

5. Avec la complexification du processus de production, mais aussi pour des raisons particulières au maintien du système capitaliste, le prolétariat s'est hiérarchisé et s'est, dans une certaine mesure, hétérogénéisé. Il y a d'une part un mouvement de hiérarchisation avec au bas de l'échelle les

travailleurs manuels non qualifiés et une multitude de graduations dans une échelle sociale élargie. Mais dans le même temps, les modifications intervenues dans le travail humain tendent à modifier radicalement la composition interne du prolétariat. Les retards et les déformations que le maintien du système capitaliste impose à cette tendance provoquent un double phénomène : d'une part cette hiérarchisation, dont le fondement est purement un produit du système (et non des besoins de la production), d'autre part la coexistence de l'ancienne classe ouvrière industrielle classique et de nouvelles catégories du prolétariat en développement.

La révolution scientifique et technique a en effet pour résultat d'éloigner l'homme de la production directe. Marx avait prédit ce phénomène lorsqu'il écrivait : « l'appropriation du travail vivant par le capital se manifeste directement dans le machinisme d'un autre point de vue encore : c'est la connaissance et l'application des lois mécaniques et chimiques ayant leur source immédiate dans la science qui rendent la machine apte à accomplir le travail réservé précédemment à l'ouvrier. Mais ce développement du machinisme commence seulement lorsque la grande industrie a déjà atteint un niveau élevé et que toutes les sciences ont été enrôlées au service du capital (...). L'échange du travail vivant contre du travail matérialisé, autrement dit la détermination du travail social en tant qu'opposition entre capital et travail salarié, constitue l'ultime développement du rapport de valeur et du système de production fondé sur la valeur (...). Mais à mesure que la grande industrie se développe, la création de richesse vraie dépend moins du temps et de la quantité de travail employé que de l'action des facteurs mis en mouvement au cours du travail, dont la puissante efficacité est sans commune mesure avec le temps de travail immédiat que coûte la production ; elle dépend plutôt de l'Etat général de la science et du progrès technologique, application de cette science à la production. Le développement de cette science (...) est à son tour lié au développement de la production matérielle (...). C'est l'homme qui face à ce processus se comporte en surveillant et régulateur (...). Le travailleur ne s'interpose plus comme un chaînon entre l'objet modifié et lui-même (...). Il se place à côté du processus de production au lieu d'en être l'agent principal ». (K. Marx, *Le Capital* : machinisme, science et loisirs créateurs, in *Principes d'une Critique de l'Economie Politique*).

Nous n'en sommes pas au temps où, comme ajoute Marx, ce qui est le « maître pilier de la richesse et de la production, n'est ni le travail immédiat, ni le temps de travail, c'est l'appropriation de l'homme de sa force productive universelle, c'est l'intelligence et la maîtrise de la nature par l'ensemble de la société, bref l'épanouissement de l'individu social » (ibid.). Mais précisément, nous en sommes à la naissance de cette époque, qui se fait en quelque sorte « sous » l'époque précédente. Il s'ensuit un mouvement réciproque de transformation des secteurs sociaux qui procède soit du machinisme industriel, soit du développement de la science et de la technologie. Il en résulte un caractère complexe et contradictoire du prolétariat.

Le travail manuel reste celui qui mobilise la majorité des travailleurs, mais la « science et la technologie » organisent autour d'eux une part croissante des travailleurs qui participent, directement ou indirectement, à la production.

6. Il y a également bouleversement profond de secteurs du capitalisme « périphériques », et qui formaient la base d'existence et de développement de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine.

Par exemple, le secteur bancaire ou la distribution. Ce qu'on cache dans les statistiques des « sociologues » sur le « secteur tertiaire », c'est en fait la prolétarianisation de fonctions anciennement exécutées par la petite bourgeoisie. La part croissante de la consommation et les concentrations urbaines ont nécessité une transformation profonde des circuits de distribution, au détriment de la petite boutique individuelle. Comment qualifier la vendeuse d'un Prisunic (...) De même l'augmentation impressionnante de la vitesse de circulation du capital, mais aussi l'invasion des catégories marchandes dans toutes les sphères de la société, ont créé l'introduction de rapports capitalistes dans les banques et la prolétarianisation des employés.

Mais là également il y a des facteurs contradictoires. La banque joue un rôle aussi grand, également, parce que la monnaie prend une proportion sociale sans commune mesure avec ce qu'elle pourrait être déjà aujourd'hui. Le développement de l'automatisme et de l'informatique aussi bien dans le secteur bancaire que dans celui de la distribution viendrait encore modifier cette réalité sociale.

Là aussi il n'est possible de comprendre cette extension du prolétariat que par l'existence d'une période de transition très particulière, entre société industrielle et société d'automatisme, mais aussi entre

capitalisme et socialisme.

7. Ces remarques sur la composition interne du prolétariat se retrouvent sur l'appréciation de la société dans son ensemble. En 1972, l'agriculture n'employait plus que 11% de la population active, et ce pourcentage est en constante décroissance (il y aura bien sûr un seuil obligatoire).

Par contre, se forment des « couches » sociales qui se situent à la périphérie du prolétariat, mais qui tendent à s'y intégrer et dont l'existence ne peut être comprise que par le caractère à la fois nouveau et contradictoire de la période que nous vivons.

C'est le cas bien sûr des « nouvelles couches moyennes » qui incluent les travailleurs des services, de la santé, etc. C'est le cas des techniciens, des scientifiques, des travailleurs intellectuels en général, qui forment une couche qui va de secteurs intégrés au prolétariat aux cercles technocratiques acquis à la grande bourgeoisie.

C'est aussi le cas de la jeunesse qui, bien qu'elle soit exclue de la production directe, a cependant un lien avec le développement élargi de la production à travers sa scolarisation massive. La jeunesse - comme les femmes - tend donc à se former comme couche sociale distincte d'une société, et où son exclusion et son oppression sont la règle. C'est que la base matérielle pour la libération de rapports oppressifs des jeunes et des femmes existe, mais qu'en même temps le système capitaliste tente de les y maintenir. Là encore la nature contradictoire de la période permet d'expliquer ce phénomène de la formation de couches qui ne peuvent ni être réduites au prolétariat, ni bien sûr ramenées à la bourgeoisie.

Le savoir se diffuse lentement, mais il ne peut plus être réservé à la bourgeoisie, ni même aux couches techniciennes actuelles. Les privilèges de ces dernières sont donc constamment remis en question alors qu'elles sont de surcroît particulièrement sensibles à la crise idéologique du capitalisme.

La classe dominante ne peut donc espérer qu'un appui limité des nouvelles couches moyennes, et il viendra principalement des secteurs exerçant des fonctions de commandement ou de ceux qui sont prêts à accéder au statut bourgeois. Mais la grande majorité de ces couches techniciennes est frappée par la prolétarianisation, phénomène qui s'accroît avec leur propre croissance, mais aussi avec le recul économique.

C'est plutôt dans le mouvement des travailleurs que les couches techniciennes constituent un danger. Toujours tentées par le réformisme, elles s'efforcent de transformer leur « savoir » en « pouvoir ». Mais les nouvelles forces alliées au prolétariat ne se limitent pas aux couches techniciennes.

L'alliance de ces couches avec le prolétariat est non seulement nécessaire au succès de la révolution, mais est inscrite dans la dynamique même de leur existence et de leur développement.

On connaît la fameuse phrase de Marx sur le danger de l'isolement du prolétariat qui peut le conduire à son « solo funèbre ». L'unité de l'ensemble des secteurs du prolétariat doit se réaliser dans le mouvement même du processus révolutionnaire, mais en même temps une alliance doit être trouvée entre celui-ci et des couches sociales qui lui sont extérieures.

L'alliance sociale qui a permis la (courte) victoire du prolétariat russe était fondée sur la nature de la révolution sociale dans ce pays, qui provenait des conditions spécifiques de la société russe. Il s'agissait de la transcendance d'une révolution « démocratique bourgeoise » (réforme agraire, démocratie, indépendance, développement de l'industrie lourde, urbanisation, éducation minimum de la population...), en révolution prolétarienne entamant ainsi la construction du socialisme. Réaliser ces tâches impliquait une alliance avec l'énorme force paysanne. Il s'agissait en fait du résultat conjoncturel d'une réunion d'intérêts (réforme agraire, démocratie...).

En Europe, ces tâches sont réalisées. Aujourd'hui, la quasi-extinction de la paysannerie et de la petite bourgeoisie classique qui formaient le « tissu conjonctif » de la société capitaliste, doivent nous amener à reconsidérer le problème de l'alliance sociale.

9. La « nouvelle alliance » qui est nécessaire à la révolution se distingue par :

- la nature de son programme, qui n'est plus limité à des tâches d'un moment. Au contraire, c'est le projet de l'émancipation totale de l'humanité qui peut réunir les « mouvements sociaux » éclatés autour de la classe ouvrière. C'est le projet autogestionnaire qui est leur fond commun, et qui permet donc de réaliser l'alliance au plus haut niveau.

- la composition des forces sociales, qui n'est plus l'alliance ouvrière-paysanne, sous la direction de cette première, mais l'alliance, autour du prolétariat, des jeunes, des femmes, des nouvelles couches

« pouvoir des conseils » n'est pas réalisable immédiatement.

Le mouvement révolutionnaire doit proposer des issues à cette question qui est celle de la grande masse des travailleurs, car c'est ainsi, dans un premier temps, qu'elle s'en prend au pouvoir capitaliste. Il ne s'agit pas d'opposer une « formule » à une autre. Que cette formule prenne un caractère général (« gouvernement des travailleurs ») ou adopte un contenu précis (par exemple « gouvernement PC-PS »), de toute manière elle doit répondre à une politique d'ensemble dont elle n'est qu'une des traductions selon les moments.

8. Le problème de l'accession au gouvernement des partis ouvriers ne se pose pas en effet de la même manière que par le passé. Plusieurs éléments existent : la naissance de luttes qui, très vite, « débordent » le cadre fixé par les orientations réformistes, l'influence non négligeable que le mouvement révolutionnaire minoritaire peut exercer, allant même jusqu'à animer et diriger certaines de ces luttes, les limites de plus en plus importantes de la confiance qu'ont les masses dans les directions du PC - et du PS. Il faut donc avoir une politique globale qui : - permette de répondre au problème du gouvernement ; - relie cette réponse au développement du mouvement autogestionnaire à la base ; - tienne compte de l'existence d'une force politique d'extrême gauche (au sens large du terme), qui a déjà une certaine base sociale.

9. Si le PC, le PS, les radicaux de gauche... arrivent au gouvernement, ce sera pour respecter leurs engagements : ils ne feront rien pour démanteler le cadre de la société bourgeoise, ils tâcheront de limiter la mobilisation autonome des masses, ils feront tout pour s'allier à la bourgeoisie (même si la bourgeoisie estime trop dangereux, pour l'instant, de s'allier à eux). Il y aura donc un gouvernement réformiste de collaboration de classe. Ne pas proposer de solution alternative, c'est retomber dans les erreurs de l'extrême gauche portugaise, c'est nier que l'Etat constitue un verrou décisif à faire sauter (ou alors s'imaginer qu'une minorité consciente peut le faire). La solution alternative que le programme révolutionnaire doit permettre de mettre en avant, doit répondre aux considérations d'une politique globale.

Celle-ci ne peut être que « gouvernement du PS et du PC », dans la mesure où ces partis représentent la grande masse des travailleurs. Mais l'expérience du mouvement ouvrier français et européen démontre que ces partis étant au gouvernement, il

n'y a pas forcément d'issue à la crise.

C'est que leur programme est un programme de conciliation avec la classe dominante, alors même que trouver une solution à la crise du capitalisme nécessite une rupture avec elle.

» Ce gouvernement nous ne pouvons le considérer comme « un gouvernement ouvrier », car, s'il est formé de partis ouvriers, nous le savons, ceux-ci sont prêts à tout pour rester dans le cadre capitaliste.

Les révolutionnaires doivent montrer ce que serait le programme d'un gouvernement ouvrier, c'est-à-dire un programme de mesures anti-capitalistes ».

Le programme d'un gouvernement ouvrier doit être un programme de mesures anti-capitalistes : nationalisation sous gestion des travailleurs, dissolution de la Constitution et formation d'une Constituante, dissolution des corps spécialisés de répression, introduction des libertés démocratiques et syndicales dans l'armée, rupture des alliances internationales économiques, militaires, etc. Mais à qui peut-on faire confiance pour soutenir, pour appliquer un tel programme ? Une fois de plus les « chefs » ?, dont l'histoire a prouvé que les capacités de combat contre la bourgeoisie n'étaient pas toujours très développées ? Est-ce là une solution à la crise de notre société : un mouvement d'en haut ? Les masses ne se mobiliseront pas pour un gouvernement auquel elles ne se sentent pas liées et sur lequel elles n'exercent pas le contrôle. La défiance des travailleurs à l'égard du réformisme social-démocrate ou du stalinisme autoritaire est trop grande. C'est pourquoi il faut que les travailleurs se donnent les moyens que ces tâches soient réalisées, c'est pourquoi il faut qu'existent des comités unitaires de base qui exercent leur contrôle sur le gouvernement du PC et du PS.

Les révolutionnaires, eux, soutiendront en toute occasion ce gouvernement contre les attaques armées de la réaction, en proposant l'autodéfense de masse par les travailleurs de leurs conquêtes. Ils soutiendront chaque mesure allant dans le sens de la réalisation des tâches d'un véritable gouvernement ouvrier.

Cette tactique générale permet d'intervenir dans chaque cas précis. Il est en effet clair que le gouvernement que le PC et le PS imposeront avec leurs alliés bourgeois ne correspondra en rien à cette politique-là. Faudra-t-il pour autant combattre immédiatement le gouvernement ainsi formé ? Faudra-t-il limiter notre bataille à la nécessaire rupture avec les alliés bourgeois, en termes de « dehors les ministres

moyennes, et c'est cette alliance qui permettra le succès de la révolution.

-la dialectique interne 3 l'alliance n'est plus la même. D'une part elle regroupe des forces de plus en plus diversifiées, mais d'autre part chacune de ces forces a un apport spécifique au combat révolutionnaire global. L'alliance se fait autour du prolétariat, dont le « centre » reste la classe ouvrière industrielle, mais les nouvelles couches sociales qui intègrent cette alliance font éclore une « révolution culturelle » sans laquelle il n'y a pas de véritable « révolution dans les entreprises ». Elles jouent donc un certain rôle d'« avant-garde » tactiquement et d'une manière spécifique : qui a réintroduit le problème de la violence dans la lutte des classes en France, sinon au départ la jeunesse ? Et la nécessité de la lutte pour la désagrégation de l'armée ? Et la lutte contre une sexualité étouffante et étouffée ? Qui a suscité les premières luttes anti-hiérarchiques, sinon précisément certains cadres et techniciens et des travailleurs immigrés extérieurs au noyau central du mouvement ouvrier traditionnel ? Et on pourrait reprendre ces exemples à l'infini. Mais on y verra toujours que ces formes de lutte sont par la suite reprises par la classe ouvrière parce qu'elles correspondent aux contradictions sociales qui pèsent sur le prolétariat. De « l'autogestion » des facultés à l'auto-régulation des cadences et à Lip, des barricades à l'autodéfense des entreprises, etc. En retour, et élargissement contribue à un développement des luttes dans les couches alliées du prolétariat. Bien entendu la dynamique est beaucoup plus complexe que ce dont nous pouvons rendre compte ici. Mais elle indique en tout cas que la nouvelle alliance se fait autour du prolétariat, mais que les autres forces en présence ont une contribution fondamentale au succès de la révolution (et n'agissent pas comme force d'appoint). Ainsi, il s'agit bien d'une alliance, de forces diversifiées et nullement d'un « bloc », qui entend l'existence d'un processus homogène qui n'existe que dans l'imagination de certains et qui, en fait, répond à une vision monolithique de la révolution. La classe ouvrière acquerra la compréhension de l'ensemble des rapports sociaux constituant « les rapports sociaux de production de la marchandise et de la vie sociale ». Les couches et secteurs sociaux déterminés dans leur révolte par les nouvelles contradictions pourront, dans le mouvement commun, les comprendre comme développement des contradictions fondamentales du système bourgeois. La combativité des OS, des jeu-

nes, pourra dépasser l'opportunisme des couches de travailleurs privilégiés.

LE GOUVERNEMENT, LES « POUVOIRS » ET LE POUVOIR

1. En France, mais aussi en Europe en général, la révolution est à l'ordre du jour. Il y a une conjonction de facteurs objectifs et subjectifs qui peuvent faire surgir à tout moment un déséquilibre grave de la société, se transformant en crise « pré-révolutionnaire », puis carrément révolutionnaire. Cette crise peut éclater soit par l'explosion spontanée d'un nouveau Mai 68, soit par l'arrivée au pouvoir de la gauche dominée par le parti communiste et le parti socialiste.

2. Les expériences chilienne et portugaise, bien qu'elles aient eu des caractéristiques très distinctes, apportent des indications précieuses à ce type de période de crise grave ouverte par le renversement du rapport de forces entre classe ouvrière et bourgeoisie concrétisé notamment par l'arrivée au pouvoir des partis ouvriers de masse. D'une autre manière encore, le « Mai rampant » italien apporte des éléments pour le développement d'une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion dans ce genre de période.

3. Partout apparaissent des formes d'auto-organisation des travailleurs. Les « cordones » et « commandos » au Chili, les organes de « pouvoir populaire » au Portugal, les expériences de délégués d'ateliers en Italie, etc. Mais le contenu profond de cette floraison de structures d'auto-organisation, c'est la préhension par les mouvements sociaux de « pouvoirs » partiels : la grande lutte de la Fiat accompagnée d'auto-réductions des cadences, les auto-réductions massives de téléphones, d'électricité et de loyers, en Italie, les expériences de contrôle des travailleurs et même de gestion ouvrière au Chili les exemples analogues dans les villes et les campagnes du Portugal. Pour se référer à une autre situation, celle de mai 68, c'est la même dynamique qui était apparue dans les occupations étudiantes et les remises en marche de certaines universités, la « Commune de Nantes », ou des tentatives autogestionnaires à la CSF, à Saclay...

Le problème central dans une période de ce type où « tout est possible », est d'aboutir à la généralisation des expériences autogestionnaires qui constituent le contenu réel du double pouvoir. C'est à ce moment que la masse des travailleurs sentira concrètement la possibilité et la nécessité d'un renversement des rapports sociaux, l'issue d'un régime socialiste.

d'un pouvoir qui soit leur pouvoir, est alors ouverte dans les faits.

4. Mais l'expérience démontre, dans les quatre cas auxquels nous nous sommes référés, que l'existence et le développement d'une dynamique autogestionnaire spontanée (ou même alimentée par une ou plusieurs organisations politiques) ne suffit pas à la victoire. Et pourtant dans tous ces cas, la crise a pris à un moment donné l'aspect d'une « crise révolutionnaire », c'est-à-dire d'une crise où le renversement de la bourgeoisie était concrètement possible. Pour quelles raisons ? C'est que le mouvement des masses n'a pas pu répondre de manière adéquate au problème de l'Etat et du pouvoir central.

5. Il est en effet impossible de penser que puissent sur un long terme coexister, même de manière plus ou moins conflictuelle, un Etat dominé par la bourgeoisie, et un « secteur socialiste autogéré », qui irait graduellement en se développant. Si ces deux formes de « pouvoir » peuvent exister parallèlement, c'est pour une période donnée très courte, qui est précisément marquée par l'affrontement entre l'expression organisée des travailleurs d'une part et l'Etat, expression organisée « figée » des capitalistes d'autre part. L'arrivée d'un gouvernement de gauche ne modifie pas la nature de cet Etat, même si elle en perturbe sérieusement les mécanismes. La police, l'armée, la presse et de nombreuses autres institutions restent aux mains du « tissu » qui a été formé de longue date par la classe dominante. Cet Etat fera tout pour étouffer et détruire les expériences autogestionnaires qui préfigurent un autre « Etat », une autre société. Le mouvement autogestionnaire, qui permet la centralisation des luttes, doit donc, pour convaincre, poser le problème du renversement de l'Etat.

6 Mais la majorité de la classe ouvrière n'est pas convaincue par les idées révolutionnaires, et même si elle est partie prenante des expériences autogestionnaires, hésite à poser frontalement le problème de l'Etat pour le renverser et le détruire. En fait, elle doit d'abord passer par d'autres expériences. Ce n'est qu'une fois les autres issues explorées, sans succès, que les travailleurs en arriveront à la conscience de la destruction de l'Etat. En particulier l'adhésion de la majorité de la classe ouvrière aux thèses du PCF et du PS démontre qu'existe l'illusion qu'une certaine utilisation de l'Etat bourgeois est possible. La confiance qu'a toujours cette majorité dans les directions du PCF et du PS doit nous amener à une tactique correc-

te à leur égard. C'est un enseignement de l'expérience désastreuse du mouvement révolutionnaire portugais : il a voulu « jouer les bolcheviks », en appelant à la dissolution de la constituante alors que la masse des travailleurs n'avait pas encore fait l'expérience de l'inutilité de cette Constituante - et donc ne ressentait aucun désir de la dissoudre - il a, et c'est dans la même logique, développé l'illusion d'un mouvement populaire « en dehors » des grands partis ouvriers ; il a enfin laissé planer l'idée que le développement spontané du « pouvoir populaire » suffirait et qu'il n'y avait pas de nécessité d'intervenir sur le plan politique, précisément celui de l'Etat, sauf sous la forme de l'insurrection immédiate. Ce jeu était une caricature : la politique des bolchéviks a été exactement le contraire.

La dynamique autogestionnaire repose sur une logique totalement différente : la révolution sera l'œuvre des masses travailleuses, et non une minorité convaincue et décidée. Il faut donc que dans le cours même de la lutte de classes, ces masses réalisent les expériences nécessaires : elles font confiance aux Marchais et Mitterrand pour les défendre, une fois au gouvernement et rompre avec le « vieux système ». Et bien que Marchais et Mitterrand aillent au gouvernement, mobilisons-nous pour cela, et qu'ils rompent avec le vieux système, en commençant par rompre avec la bourgeoisie au sein de leur propre Union. C'est ainsi que pourra être posé, en relation directe avec la lutte de masse, le problème de l'Etat.

C'est ainsi que la multiplication des expériences autogestionnaires de la prise « de pouvoirs » permettra de poser le problème du pouvoir. Inévitablement ces expériences ne peuvent qu'associer toutes les composantes de la classe ouvrière, et même si elles dépassent dans leur dynamique les orientations et les structures des partis ouvriers, elles ne peuvent être conçues comme « apartidaires ».

L'orientation autogestionnaire implique une unité la plus large du mouvement des travailleurs pour l'expérience collective qui permette de poser à tous le problème du pouvoir d'Etat.

7. Quelles sont ces expériences ? L'expérience fondatrice, dans un pays comme la France où le « jeu démocratique » est de longue date la règle, et où le mouvement ouvrier est organisé avec une tradition séculaire, est celle d'un gouvernement des partis ouvriers. C'est en effet ainsi qu'il est possible de poser concrètement le problème du pouvoir, alors que le

capitalistes !», par exemple ?

Nous devons apporter un soutien aux mesures anticapitalistes même limitées qu'un tel gouvernement serait amené à prendre, mais pas un soutien de paroles, un soutien qui vise au contraire à ce que, pour l'application de telle ou telle mesure, les travailleurs s'auto-organisent, tant pour la mener à bien que pour se garantir que le gouvernement l'applique effectivement. Un tel cadre d'organisation des travailleurs s'il était réalisé à telle ou telle occasion (contrôle changes, des stocks, contre la fuite des capitaux, etc., par exemple) prendrait vite une dynamique lourde débordement du cadre capitaliste dans lequel tel gouvernement voudrait cantonner les luttes. En fait, un certain «soutien critique» aux mesures anticapitalistes même limitées qu'il serait amené à prendre sera nécessaire tant que les travailleurs n'auront pas dans leur grande masse fait l'expérience de la faillite de ce type de gouvernement. Il faudra chaque moment trouver les mots d'ordre adéquat à la progression de cette expérience : réclamer la sortie de tous les ministres qui représentent directement la classe dominante, la réalisation de telle ou telle mesure anticapitaliste, contre la bourgeoisie ; il faudra montrer que seule la lutte extra-parlementaire, l'autodéfense des masses permet de maintenir et élargir les conquêtes obtenues, etc. Cette orientation permet d'accompagner l'expérience des masses tout en présentant à un gouvernement mêlant mouvement ouvrier et bourgeoisie dans une alliance contre nature, l'alternative d'un gouvernement ouvrier unit, réalisant les tâches nécessaires pour démolir le système capitaliste et ouvrir la voie au pouvoir à conseils de travailleurs. Au bout d'une certaine période, la mobilisation, l'expérience des masses en arriveront à un niveau que les directions du PC et du PS n'auront plus que choix : se soumettre à cette orientation anticapitaliste ou se démettre.

Ainsi, il n'est nullement question de «mise au pied du mur», de scander «gouvernement PC-PS» en présentant cette solution comme extérieure au mouvement d'autogestion à la base. Il s'agit tout au contraire de faire surgir cette question de la dynamique de la lutte autogestionnaire au travers de l'expérience concrète des masses engagées dans cette lutte.

AUTOGESTION ET DICTATURE DU PROLETARIAT

Autogestion et dictature du prolétariat, il faudrait se garder de penser qu'il s'agit là d'un débat académique. Quelle est l'ori-

gine de la notion de dictature du prolétariat ? Ce n'est pas principalement la question des modalités concrètes de son exercice (variables selon les conditions historiques, la différenciation des classes sociales, etc.), c'est d'abord la question de la nécessité d'un affrontement révolutionnaire pour le pouvoir, du démantèlement de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, de son expropriation du pouvoir économique et politique, de la défense des conquêtes de la révolution contre les agressions capitalistes.

Renoncer à la dictature du prolétariat, c'est renoncer à cela, c'est renoncer par là-même à l'autogestion socialiste, si du moins celle-ci exprime bien la généralisation du pouvoir des travailleurs. Et si elle exprime cela, c'est dire qu'elle n'est pas seulement la gestion locale par les producteurs de leurs propres affaires ; elle est pouvoir de classe, transitoirement, dictature du prolétariat.

Mais l'expérience historique montre que la dictature du prolétariat peut vite dégénérer et se nier pour devenir dictature sur le prolétariat ; et il ne suffit pas alors de rappeler Lénine disant que la dictature du prolétariat était un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises.

Une des tâches des communistes partisans de l'auto-gestion est de contribuer à donner un contenu concret à cette idée, pas seulement en terme de droits nouveaux, mais aussi en terme d'autodétermination effective, d'auto-gouvernement sans cesse enrichi des producteurs et citoyens librement associés.

Et dès maintenant nous pouvons dire que l'autogestion socialiste ne sera pas une situation stable et généralisée, donnée immédiatement après la prise du pouvoir, mais un combat permanent jusqu'à ce que l'en-semble des fonctions sociales soient directement remplies par les producteurs associés.

Dès la prise du pouvoir, œuvrer au dépérissement de l'Etat, de l'Etat des conseils, c'est se battre pour que cette direction soit prise.

Le sens du programme révolutionnaire aujourd'hui, c'est aussi d'éclairer ce combat, du capitalisme à l'autogestion socialiste.

Il faut des conditions matérielles : -La réduction massive du temps de travail pour permettre l'apprentissage et la pratique de la gestion par les producteurs eux-mêmes, l'élévation et la transformation du niveau culturel de tous. -L'utilisation de l'automatisation, des moyens de communication et

d'information modernes de la télé vision, un des outils que nous lègue le capitalisme pour la démocratie directe, la généralisation des connaissances. -De plus, l'exercice concret du pouvoir des travailleurs ne se limite pas à un changement juridique des rapports de propriété; il implique la lutte contre nombre de traits des sociétés industrialisées, contre les formes et les rapports de production qu'impose le capital: gigantisme de l'outil industriel, division sociale et technique du travail accentuée, concentration urbaine, choix technologiques aberrants à impact social ou écologique désastreux. -Nous n'assimilons pas autogestion à décentralisation (car ce serait vider l'autogestion de son contenu de classe, mais nous nous battons pour un développement harmonieux des régions, aujourd'hui victimes du développement inégal, pour qu'elles maîtrisent effectivement leur développement, pour une plus grande autonomie des collectivités de producteurs, pour un nouvel équilibre ville campagne.

Il faut aussi des conditions politiques. Il faut que soient garanties la structuration démocratique des conseils, leur coordination, leur centralisation aux différents niveaux (communes, collectivités régionales, nationales, branches) l'exercice du droit de grève et de manifestation, le suffrage universel l'indépendance des syndicats par rapport à tout Etat, tout gouvernement, tout parti. La dictature du prolétariat ne visera pas à restreindre les libertés démocratiques que tolère la société bourgeoise, mais à les étendre. -De même nous nous prononçons sans ambiguïté pour le pluralisme politique, le seul critère en la matière étant qu'un parti n'organise pas la contre-révolution violente Nous sommes convaincus que ce n'est pas par la bataille d'idées que les tenants d'un retour à la propriété privée des moyens de production convaincront les travailleurs de renoncer à leurs acquis; nous sommes donc pour le droit d'expression, y compris des courants réactionnaires.

La liberté d'expression est une condition fondamentale pour éviter la perversion possible de la démocratie que nous voulons. Ce ne sont pas les mesures administratives, mais l'expérience concrète, vécue et prise en charge par les travailleurs de la supériorité de la démocratie socialiste qui assureront la victoire définitive sur la bourgeoisie. -Il en est de même de la liberté de la presse. Ce qui est essentiel est qu'elle soit libérée de la tutelle de l'argent. Tout courant, tout parti dont l'existence est reconnue, toute collectivité, doivent pou-

voir avoir accès aux moyens d'information. -De plus, nous savons que la révolution socialiste n'est pas en elle-même une garantie absolue pour la libération des femmes, pour l'émancipation de la jeunesse, des minorités (sexuelles, ethniques) aujourd'hui opprimées. La démocratie socialiste n'a pas pour fonction de restreindre les possibilités d'expression et de structuration des mouvements sociaux autonomes, mais au contraire doit représenter pour eux un cadre élargi d'intervention. (P. Bron)